

40 millions de Fcfa
à gagner au BANKO mardi le 6 novembre

N°410 du lundi 05 novembre 2018

info**Matin**
Quotidien

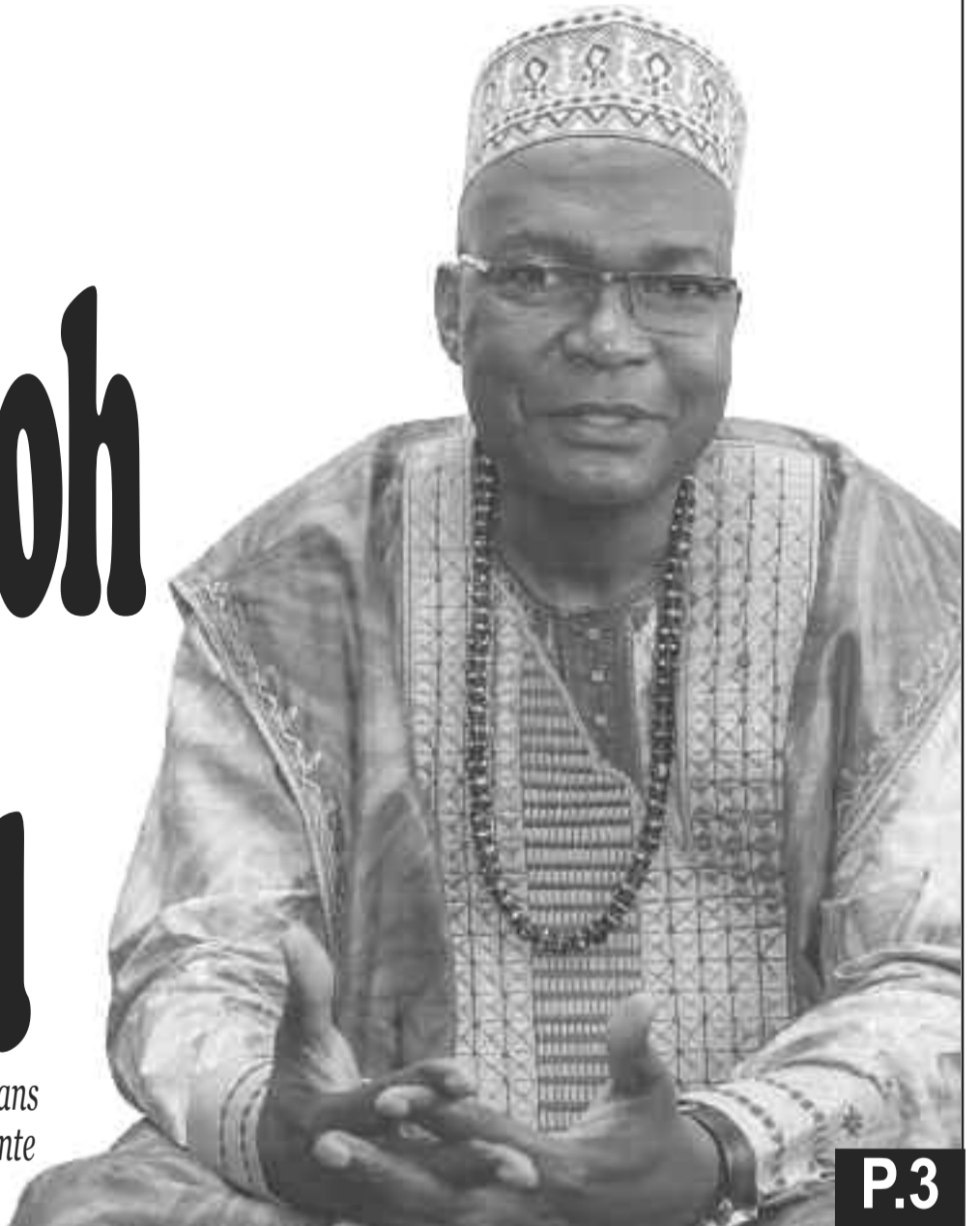
400 Fcfa

2^e année

L'actualité autrement

Paul Biya dans la poussière à Maroua

Mbwentchou
accuse **Ngoh Ngoh**
et Abba Sadou



Désormais dos au mur, pour avoir gâché le séjour du président-candidat dans le chef lieu de l'Extrême-Nord lors de sa campagne électorale, le Minhdu tente un sauvetage et choisit d'envoyer le Sgpr et le Minmap au feu.

P.3

Trouble à l'ordre public à Douala

**Les avertissements
des forces vives sawa** **P.3**

Revendication postélectorale

**Toute l'opposition
isole Kamto** **P.4**

Présidentielle 2018

**Ce que chaque département
a donné à l'homme du 6 novembre**

Egalement dans cette édition, la synthèse par région.

Pp.5-8





Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur
**INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES
 ARTS ET MÉTIERS**

RENTREE ACADEMIQUE
12 Novembre
2018



- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaire, science et techniques biomédicales se poursuivent.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.
- Les inscriptions et le dépôt des dossiers se poursuivent dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkan

• **NOS FILIERES** •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /L/MINESUP/SG /DDES/ ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm

BAIN DE POUSSIÈRE DE PAUL BIYA À MAROUA

Jean Claude Mbwentchou indexe la présidence

Les collaborateurs du chef de l'État accusés d'avoir fait trainer le débouclage des fonds alloués au pavoisement de la ville.

Michel Tafou

Le séjour de Paul Biya à Maroua, le 29 septembre, continue de faire des vagues. Cela n'a échappé à personne. Le président-candidat a subi dans le chef lieu de la région de l'Extrême-Nord, l'enfer d'une route cahoteuse, agrémentée de jolis nuages de poussière, de la résidence présidentielle au stade Lamido Yaya Dairou. De même, au terme de son discours, lorsque le couple présidentiel se dirige vers la foule pour communier avec les militants, le chef de l'État a tâté de battre en retraite. L'instant de communion écourté par les éléments de la sécurité, du fait d'une épaisse poussière qui prend littéralement à la gorge. L'envahissant nuage poursuivra Paul Biya jusque dans sa limousine, lorsqu'il est contraint de relever prestement la vitre alors qu'il adresse un dernier signe de la main à ses partisans. Depuis le retour du chef de l'État à Yaoundé, c'est le branle-bas au ministère de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu). Le chef de département serait en larmes ou presque et essaie tant bien que mal de justifier cette incurie, soutiennent plusieurs informateurs. À travers des informations relayées par plusieurs médias en fin de semaine dernière, au Minhdu, on reconnaît qu'une somme de 3 milliards Fcfa avait été ordonnée pour le pavoisement de la ville afin d'éviter au président et à sa délégation, de tremper dans la poussière. L'entourage du ministre explique que les entreprises adjudicataires des marchés observaient à des moments, un arrêt des travaux, attendant les décomptes de l'État car, ne disposant pas des capacités financières suffisantes pour financer elles-mêmes lesdits chantiers.



Le camp Mbwentchou précise et insiste que, ce retard observé dans le décaissement tardif des finances est parti de la présidence de la République et s'est aggravé avec les tergiversations du ministère en charge des marchés publics. Ce dernier, avance-t-on, hésitait entre la passation de gré à gré des marchés et la méthode réglementaire. Et d'ajouter que c'est le 03 juillet 2018 que l'option du gré à gré avait été retenue. En off, murmure-t-on, en petits comités, Jean Claude Mbwentchou accuse nommément le ministre secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh et le ministre délégué à la présidence chargé des Marchés publics, Abba Sadou. Pour

enfoncer le clou, au Minhdu, l'on accuse également le délégué du gouvernement et les maires d'avoir reçu 30 millions Fcfa chacun pour redonner vie à leurs communes. Mais que rien n'a été fait.

Entourloupes. Pour bien d'observateurs, ces justifications du Minhdu ne tiennent pas. Y. Bello, entrepreneur basé à Yaoundé explique à cet effet : «Si le gré à gré a été adopté le 03 juillet, c'est largement suffisant pour qu'au soir du 28 septembre, tout soit déjà prêt. Surtout lorsqu'il s'agit d'une procédure en urgence concernant le chef de l'État. On l'a si bien vu à Memve'ele, à Lom Pagar ou à Kribi, lors de la pause de la première pierre du Port en

eau profonde. En moins d'un mois, l'essentiel avait été fait». Et de chuter : «Or à Maroua, après deux mois, on n'avait pas l'ombre du moindre coup de pelle de Caterpillar sur l'itinéraire emprunté par le chef de l'État. Et si cela avait été fait, c'était certainement pour augmenter la poussière». Et, à Maroua, tous les maires et le délégué du gouvernement sont unanimes. Le Minhdu s'y est pris avec beaucoup de retard.

Pourtant, l'on se souvient que le 19 septembre, Jean Claude Mbwentchou, casque de chantier vissé sur la tête, était en visite de travail et d'inspection du chantier de construction de 100 logements sociaux, dans le cadre du Plan d'urgence pour l'accélération de la croissance économique (Planut), mais dont le compteur du taux d'exécution reste bloqué à 60% depuis près d'un an. Il devait également prendre la température des différents chantiers engagés dans le cadre des Projets spéciaux décidés par le chef de l'État. Lesquels portaient sur la réhabilitation de 20 km de voirie, pour une enveloppe d'environ 3 milliards de francs. À ces chantiers, il devait évaluer l'évolution du programme C2D (Contrat de désendettement et de développement) Urbain «Capitales régionales», visant la réalisation de 19,5 km de voirie et de drains, pour un coût total de quelque 40 milliards de francs. Et curieusement, à son retour M. Mbwentchou dressera à sa hiérarchie un rapport des plus optimistes sur la situation.

Mais la suite, c'est un Paul Biya couvert de poussière qui retournera à Yaoundé, écourtant son séjour dans l'une des plus belles villes du Cameroun.

TROUBLE À L'ORDRE PUBLIC

Les avertissements des forces vives sawa

Les fils et filles du Littoral s'opposent à toute tentative de contestation illégale des résultats officiels de la présidentielle du 7 octobre.

René Atangana

Dans un communiqué de retenu rendu public en fin de semaine dernière, les forces vives sawa rappellent à tous les résidents de la région du Littoral en général et de la ville de Douala en particulier, qu'aucune tentative de contestation par des manifestations publiques ou violentes des résultats de la présidentielle du 7 octobre, proclamés par le Conseil constitutionnel, ne saurait trouver leur foyer dans cette partie du territoire camerounais. Les fils et filles du Littoral étendent cet avertissement sur toute tentative de déstabilisation du Cameroun par qui que ce soit à partir de leur région. Les signataires dudit communiqué, près d'un millier de personnes dont des autorités traditionnelles, politiques et leaders d'opinion, appellent, exhortent les originaires de la région du Littoral à se tenir à l'écart de toutes ces manœuvres portant atteinte à l'ordre institutionnel. Des sanctions sont prévues pour ceux qui iront à l'encontre de cet appel, dont la malédiction des ancêtres et des poursuites judiciaires conformément aux lois de la République. En outre, les forces vives sawa rappellent aux autres résidents de la ville de Douala que les autochtones du Littoral, dont l'hospitalité est reconnue, opposeront des actions déterminées à



tous les acteurs politiques qui instrumentalisent les populations à des fins malveillantes.

Légalité. Il se rapporte en effet que, suite à la tentative de marche illégale organisée par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) à travers les rues de Douala, dimanche 28 octobre, les forces

vives du Littoral se sont réunies afin de trouver une solution pour que la ville ne s'embrase pas comme par le passé. L'on se rappelle en effet que depuis le retour du Cameroun au multipartisme au début des années 90, la capitale économique, ville cosmopolite et creuset irremplaçable du vivre-ensemble, a toujours été le creuset des revendications sociales et des actes de

désobéissances civiles. Payant parfois aux prix fort les conséquences de cet incivisme généralement orchestrée par des populations venues d'autres régions. Pour cela, soutient-on, les autochtones entendent barrer la route à toute tentative d'enrôlement des populations. Ils sont déterminés à empêcher leur cité d'être un champ d'expérimentation de l'anarchie. La sortie des fils et filles du Littoral rejoint ainsi la sonnette d'alarme tirée par les chefs traditionnels sawa le 12 octobre. Réunis à la Salle des fêtes d'Akwa avec les chefs des autres communautés installées à Douala, ils invitaient les populations de la métropole économique toutes origines et toutes couches sociales confondues, au respect scrupuleux des dispositions légales régissant le processus électoral, et davantage le verdict des urnes. Ils demandaient surtout, de ne pas céder aux appels des chantres de la déstabilisation du Cameroun et à défendre avec énergie la paix en barrant la voix à tous ceux qui seraient tentés par des actes d'incivisme dans la ville. Ils incitaient pour cela les uns et les autres, à s'ériger en gardiens déterminés, vigilants et inébranlables de l'unité nationale et de la légalité républicaine.

APPEL À LA RÉSISTANCE

L'opposition rejette les propositions de Kamto

Cabral Libii et Serge Espoir Matomba se sont officiellement prononcés. Des cadres du Sdf bottent en touche l'idée de coalition pour toute revendication postélectorale. Les autres candidats à la présidentielle ne disent mot.

Michel Tafou

Dans une vidéo largement diffusée à travers les réseaux sociaux depuis vendredi soir, le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) et par ailleurs candidat à la présidentielle, Maurice Kamto, invite les autres candidats de l'opposition au scrutin du 7 octobre, à se joindre à lui pour mener une résistance contre ce qu'il appelle lui-même le "hold-up" électoral. Dans cette démarche où il continue de revendiquer la victoire, l'ancien ministre délégué au ministre de la Justice garde des Sceaux indique que la résistance ne fait que commencer. Il affirme que «Qui que nous soyons, où que nous allions, nous devons agir. La peur n'est plus du côté du peuple, mais plutôt du côté des puissants qui ont affamé les populations».

Mais au lendemain de cette déclaration, le candidat du parti Univers à la présidentielle, Cabral Libii Ngué Ngué n'est pas passé par quatre chemins pour ignorer cette proposition. Dans un post sur Facebook, il annonce : «Je lance ce matin un appel public à candidatures aux législatives et municipales de 2019. N'ayez aucun complexe! N'écoutez pas les défaitistes! Nous irons de victoires en victoires! Que tous les coordonnateurs du mouvement 11 millions de citoyens se mettent au travail! Opération 90 députés! Opération 200 mairies!» Et de préciser :



«Aux Législatives et aux municipales, il est plus facile de contrôler le vote dans chaque circonscription électorale. C'est pour cela qu'il y a plus de 20 ans, l'opposition avait pu obtenir une majorité parlementaire avec un système électoral plus verrouillé.» Cela paraît donc clair, la page de la présidentielle est définitivement tournée pour le candidat arrivé en troisième position au scrutin du 7 octobre. Il est désormais tourné vers les prochaines échéances électorales.

Isolement. Peu de temps après, le candidat du Peuple Uni pour la Renovation Sociale (Purs) va lui aussi rompre le silence. Dans un communiqué, Serge Matomba déclare : «Chers militants et sympathisants qui m'avez accordé vos suffrages, vous avez suivi l'offre politique qui m'a été faite par le président du Mrc Maurice Kamto, me demandant de le rejoindre dans son processus de revendication. Cette offre me remémore les visées surnois qui ont sous-tendu les tractations de la coalition». Il poursuit : «Aujourd'hui je

comprends qu'il s'agissait d'un jeu de dupes dans lequel les issues n'étaient pas connues. Comme je le martèle depuis plusieurs jours, je refuse de me joindre à des revendications illégitimes dont je ne maîtrise ni les tenants, ni les aboutissants.» Avant de chuter : «Il est irresponsable pour l'opposition d'entraîner le peuple Camerounais dans des voies chaotiques et sans issues. Une élection n'est pas censée déchirer le peuple mais plutôt renforcer son système démocratique. Voilà pourquoi je lance un appel pressant aux forces de l'opposition pour que nous préparions les futurs scrutins».

Abondant dans le même sens, des cadres du Social Democratic Front ont indiqué lors des débats télévisés qu'il n'était pas question pour leur parti de s'engager dans une bataille alors qu'il n'y a eu aucune consultation au préalable. Les autres candidats à la présidentielle observent jusqu'à présent un silence qui en dit long. Akere Muna plus préoccupé par les démêlés judiciaires avec sa sœur cadette. Adamou Ndam Njoya annoncé en France pour une rencontre avec les maires des quatre coins du monde. Garga Haman Adji et Franklin Ndiifor s'étant déjà déclaré pour la paix depuis l'audience publique du Conseil constitutionnel portant proclamation des résultats. Maurice Kamto se retrouve donc seul dans la rue.

RÉSEAUX SOCIAUX

Africa United sensibilise sur l'utilisation détournée

Des jeunes ont également été éduqués, jeudi 1er novembre à Yaoundé, sur les dangers de la corruption, au cours de la première édition du Forum africain des jeunes.

Rosine Elong
(Stagiaire)

La célébration de la 11e journée africaine de la jeunesse et la première édition du Forum africain des jeunes se sont tenues, jeudi 1er novembre, à l'hôtel de ville de Yaoundé 3e. Y ont pris part, le sous directeur de la vie associative et de la participation des jeunes au ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique (Minjec), M. Nko'o Zeh, le trésorier général du bureau exécutif du Conseil national de la jeunesse du Cameroun (Cnjc), M. Lionel Kamzok, le secrétaire général de la commune de Yaoundé 3e, André Atangana Ngandede, sans oublier les députés juniors des Nations unies. Il s'agit pour le président de l'association United Africa, Christian Fodjou, d'aménager une rencontre avec les jeunes de divers horizons. Pour cette édition, les thèmes retenus et objet de sensibilisation sont : «Faire entendre la voix des jeunes contre la corruption en Afrique» et «L'impact des réseaux/médias sociaux sur l'émergence du Cameroun.» Ce forum a pour but de permettre désormais aux jeunes : d'adopter une attitude civique et républicaine face à l'utilisation



des réseaux et médias sociaux, comment s'en servir, savoir ce que l'on doit y faire ou pas ainsi que les conséquences de chaque acte posé. L'optique étant de bâtir une Nation forte en préservant son image. United Africa, précise-t-il dans son allocution, est l'histoire d'un engagement collectif, fondé sur l'envie d'agir et le refus de la facilité. La cérémonie de sensibilisation

de la jeunesse africaine du 1er novembre intéresse également l'artiste musicien Ottou Marcelin, invité du jour et parrain de l'événement. Ce dernier, à l'entame, fait lever l'assistance pour l'exécution de l'hymne national, en rappelant bien à la jeunesse la posture à adopter. Avant son intermède musical, il exhorte les jeunes à fuir la facilité qu'offre la voie de la corruption, et à œuvrer avec vivacité dans la

réussite de leurs projets. «Pour réussir dans la vie, quelque soit le domaine, le chemin n'est pas difficile, c'est le difficile qui est le chemin», a-t-il affirmé. Il insiste de ce fait sur l'importance du dialogue et de l'éducation à donner aux enfants dans les maisons.

Non à la corruption. C'est également une occasion pour la jeunesse africaine de réitérer sa volonté de lutter fortement contre ce phénomène de corruption, rappelle le secrétaire général de la commune de Yaoundé 3e, André Atangana Ngandede, lors de son allocution. Il s'agit pour lui d'encourager la jeunesse à prendre part au développement de l'Afrique. «Vous devez être des ambassadeurs de paix et de cohésion sociale, dans le respect de l'éthique», conseille-t-il. Dans la même lancée, le député de l'arrondissement de Yaoundé 3e, Emma Etoundi, ouvre la brèche des questions réponses face aux jeunes, afin d'apporter sa contribution dans ce combat contre la corruption et l'influence néfaste des médias sociaux. Il faut dire que c'est une initiative à encourager.

PRÉSIDENTIELLE 2018

Le poids de chaque département dans la victoire de Paul Biya

Fini, le processus pour l'élection présidentielle. L'heure est à l'analyse froide des données, telles que compulsées par la Commission nationale de recensement des votes et arbitrées par le Conseil constitutionnel. Lequel a certes proclamé vainqueur, avec 71,28% de suffrages valablement exprimés, le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Comparé à 2011 où il avait recueilli 77,98%, la performance de Paul Biya est en chute de -6,7%.

Paul Biya rempile, donc, avec un pourcentage que beaucoup n'auraient certainement pas imaginé voici un petit mois seulement. Mais est-ce suffisant pour juger de la popularité d'un candidat à une élection, ou de l'adhésion d'une population à son programme ? Assurément, non. Un seul exemple permet d'étayer cette assertion : le Japon. Ici, le bureau de vote comptait 5 inscrits. Sur lesquels seulement 2 votants ont été enregistrés, à savoir l'ambassadeur et son épouse pour un pourcentage de 100% en faveur du président-candidat. C'est la victoire la plus nette de Paul Biya, lors de ce scrutin. Mais traduit-elle pour autant le poids démographique d'une élection ? Chacun peut aisément répondre par la négative. La grille d'analyse apparaît par contre plus



claire et plus pertinente en procédant en revanche par une analyse arithmétique, la plus fiable. Dans cette grille de lecture, les résultats des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest apparaissent biaisés. L'insécurité sécessionniste a refroidi plus d'une bonne volonté et a fortement réduit la

mobilité des votants. C'est la seule exception notable aux données portant sur l'apport des 58 départements du pays, à quoi s'ajoute le vote de la diaspora, à la réélection de Paul Biya. Département par département, on note que les populations semblent avoir choisi la

continuité, plutôt qu'un saut dans l'inconnu. Ce vote de fidélité vis-à-vis de Paul Biya se démontre dans tout son éclat dans le Logone et Chari, le Diamaré, le Mfoundi, la Bénoué, le Mayo Danay, le Wouri, le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga, le Mayo-Kani, la Lékié, le Dja-et-Lobo, la Vina, le Ndé, les Bamboutos, le Haut-Nyong, le Nyong et Mfoumou, etc., qui tiennent le haut de l'affiche.

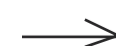
Il n'est pas inutile de mentionner le fort taux d'abstention (46%), enregistré lors du vote du 7 octobre. Ou encore l'apparition du «vote tribal», confirmé dans plusieurs régions et agglomération cosmopolites. Des réalités qui doivent parler à Paul Biya, et ce à plusieurs niveaux, à l'aube de l'inauguration d'un 7^e mandat. Le dossier qui suit ambitionne, par delà les chiffres, de percevoir non seulement l'impact des incursions de l'opposition sur les terres jadis considérées comme acquises au Rdpc, mais davantage de noter le travail de fourmi abattu par des élites du parti au pouvoir pour assurer la victoire de leur candidat. En filigrane, il permet plus spécifiquement de mesurer l'apport des partis de la majorité présidentielle, ou des alliés de circonstance, à la victoire finale de Paul Biya au soir du 7 octobre 2018.

Source: La Météo du 29 octobre 2018

Rang	Départements	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	Logone et Chari	152.330	161.032	192.280
2	Diamaré	147.658	171.736	268.119
3	Mfoundi	146.512	287.510	582.113
4	Bénoué	140.547	179.443	357.410
5	Mayo Danay	132.614	152.751	200.697
6	Wouri	98.609	343.151	657.976
7	Mayo Sava	96.869	105.859	134.500
8	Mayo Tsanaga	96.115	124.458	198.290
9	Mayo Kani	91.856	105.475	142.056
10	Lékié	82.864	88.038	125.491
11	Dja et Lobo	75.061	75.957	83.676
12	Vina	68.751	94.617	193.701
13	Mayo Rey	66.906	78.355	129.610
14	Mayo Louti	64.976	87.815	149.432
15	Haut-Nyong	58.070	60.373	77.945
16	Lom et Djerem	54.648	68.657	129.313
17	Noun	50.285	109.315	168.255
18	Moungo	47.505	105.217	175.952
19	Mvila	47.389	51.256	76.065
20	Bamboutos	45.414	74.341	103.222



21	Kadey	44.024	46.916	71.773
22	Mbam et Inoubou	42.118	52.760	83.361
23	Mefou et Afamba	41.518	49.111	78.313
24	Mayo Banyo	40.606	47.450	71.002
25	Océan	37.503	45.124	70.701
26	Mbéré	36.707	44.753	72.136
27	Nyong et Mfoumou	35.035	36.014	45.329
28	Haute Sanaga	33.106	36.018	50.669
29	Menoua	32.972	76.275	130.052
30	Nyong et So'o	31.88	35.358	35.358
31	Mbam et Kim	31.330	35.240	55.316
32	Ndé	30.617	42.706	58.339
33	Boumba et Ngoko	25.530	27.919	43.345
34	Djerem	24.458	30.727	56.216
35	Sanaga Maritime	23.947	49.298	79.763
36	Mifi	22.317	75.387	22.317
37	Mefou et Akono	21.932	23.585	30.548
38	Vallée du Ntem	21.393	24.032	35.752
39	Faro et Deo	19.896	24.982	40.818
40	Faro	19.245	22.841	35.159
41	Fako	15.920	22.800	143.743
42	Haut-Nkam	14.868	37.880	62.936
43	Hauts-Plateaux	13.712	25.954	39.756
44	Koupe Manengoumba	13.279	15.916	36.096
45	Nyong et Kellé	11.928	34.353	52.793
46	Nkam	11.356	14.850	21.840
47	Koung-Khi	11.275	23.221	34.600
48	Donga Mantung	9.475	10.879	107.615
49	Manyu	7.975	10.096	52.597
50	Mezam	7.289	9.744	194.919
51	Bui	5.022	6.208	107.461
52	Momo	3.778	4.287	52.146
53	Lebialem	3.565	4.191	22.082
54	Meme	2.576	3.190	89.284
55	Ndian	2.504	3.454	30.425
56	Ngo Ketunjia	924	1.336	54.887
57	Menchum	485	765	52.095
58	Boyo	256	363	57.945



Vote de la diaspora

Afrique

Rang	Pays	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	Gabon	719	2511	5364
2	Nigeria	604	819	1761
3	Guinée Équatoriale	493	1.159	2.062
4	RCA	385	557539	
5	Congo	317	421	897
6	Côte d'Ivoire	180	334	526
7	Sénégal	147	308	630
8	Tchad	130	207	676
9	Algérie	129	135	144
10	Maroc	112	245	426
11	Afrique du Sud	99	168	235
12	Égypte	80	135	190
13	Tunisie	55	79	173
14	RDC	51	187	472
15	Libéria	13	44	57
16	Éthiopie	11	30	62

Europe

Rang	Pays	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	France	216	486	901
2	Confédération helvétique	118	165	418
3	Espagne	114	188	510
4	Royaume Unis et GB	93	145	274
5	Italie	79	148	366
6	Fédération de Russie	74	107	208
7	Belgique	60	140	235
8	Vatican	20	31	44
9	Pays-Bas	16	35	196
10	Allemagne	14	119	877

Amériques

Rang	Pays	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	États-Unis d'Amérique	59	66	80
2	Brésil	32	39	41
3	Canada	18	29	57

Asie

Rang	Pays	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	Arabie Saoudite	176	254	716
2	Israël	20	25	32
3	Chine	17	24	146
4	Japon	2	2	5

Récapitulatif général

Rang	Régions	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	Extrême-Nord	717.442	821.311	1.135.942
2	Centre	478.231	677.987	1.155.161
3	Nord	291.674	368.454	671.611
4	Ouest	221.460	465.079	726.351
5	Adamaoua	190.391	242.529	433.873
6	Est	182.272	203.865	322.376
7	Littoral	181.417	512.516	935.531
8	Sud	181.346	196.369	266.194
9	Sud-Ouest	45.819	59.647	374.227
10	Nord-Ouest	27.229	33.582	627.068
11	Diaspora	4.653	9.342	19.420
Total		2.521.934	3.590.680	6.667.754

CONSOMMATION

La mandarine fait son temps

La saison s'achève, mais le fruit a encore de la place sur le marché.

Annette Mindjié
(Stagiaire)

Depuis le mois de septembre, la mandarine a volé la vedette aux autres agrumes dans tous les espaces de vente. Surtout celle dite «normale», de couleur verte dont l'éclat ne laisse personne indifférente et fait saliver. D'après les commerçants, le rythme d'écoulement est rapide et il faut en profiter. «Les mandarines font aujourd'hui la fierté des vendeurs.» confirme l'un, dans la foulée à l'encablure d'un institut universitaire de la place. Au prix de gros, le panier de mandarines s'acquiert à 6000, 20 000 et 25 000 francs Cfa au marché Mfoundi selon la contenance. Chez les détaillants, les tarifs évoluent en fonction de l'apparence du fruit et de sa grosseur. Dans les hangars, 7 et 10 du marché suscité par exemple, l'on y retrouve des tas allant de 500F à 2000 Fcfa et le commerce est rentable pour Claire Eboundane, «J'ai réalisé un bénéfice de plus de 150 000 Fcfa depuis la semaine dernière.», affirme-t-elle. Abordé au lieu dit carrefour Coron hier, Germain Nyebe, confie «On tend vers la fin de la saison et le produit se



vent au même rythme. Même quand le marché était inondé, je n'ai pas eu de problème parce que les recettes parfois ça dépend de l'emplacement».

Zeste. En sillonnant le tronçon, carrefour Mvog-mbi, Nkoldongo avec sa brouette de mandarines, et en fonction du temps qu'il fait, ce vendeur peut se retrouver avec 20 000 francs en poche au bout d'une journée. Avec 25, 50, voire 100 Fcfa tout le monde peut se procurer ce fruit tout aussi

prisé par la gent féminine. «J'adore le parfum des mandarines. J'en achète presque tous les jours pour ma famille et moi. Elles sont vraiment délicieuses. Ma chance c'est que je ne suis jamais tombée sur des mandarines acidulées. La peau se pèle facilement, la pulpe est sucrée. C'est comme ça que je les aime.» exulte madame Ndonfack. Si cette dernière se contente des pulpes, certains ménages utilisent la peau de la

mandarine à des fins utiles. «J'utilise les zestes de mandarine pour parfumer des gâteaux plutôt que d'avoir recours à des arômes qui me coûtent assez chers», explique Josiane, ménagère. Au Cameroun, on identifie trois types de mandarines, notamment, la mandarine normale (de couleur verte), celle dite greffée (de couleur vert citron et légèrement plus grosse) et la clémentine, de couleur orange. Les deux premières sont celles que l'on retrouve actuellement sur le marché. Elles devraient y demeurer jusqu'à la fin du mois de novembre. Quant à la clémentine, elle pourra être consommée jusqu'en janvier. D'après les nutritionnistes toutes ces variétés sont riches en vitamine C. «Ce sont en général des antioxydants puissants qui favorisent la cicatrisation et stimulent l'immunité» confirme Jeanne Ndeme, nutritionniste. Selon elle, la richesse en substances complexes fait de ce fruit un allié de choix dans la prévention des maladies cardiovasculaires, des inflammations, et même dans la lutte contre le cancer.

CHOLÉRA

Le bilan s'alourdit au Nord

Entre le 23 et le 29 octobre, 36 nouveaux cas suspects ont été enregistrés.

AM

Si l'on peut se féliciter que la situation soit maîtrisée dans les régions du Centre et du Littoral, les autorités et bénévoles de santé ont encore du chemin à parcourir dans le grand nord pour éradiquer l'épidémie de choléra déclarée en mai 2018. D'après le dernier rapport du ministère de la Santé, 36 nouveaux cas suspects ont été confirmés au Nord et huit à l'Extrême-nord, la dernière semaine du mois d'octobre. Les statistiques indiquent également que les deux régions enregistrent 43 morts à ce jour. Un bilan pas du tout reluisant qui a emmené le ministre de la Santé publique (Minsanté), André Mama Fouda à organiser une réunion d'évaluation de la stratégie mise en place pour faire reculer la maladie au Cameroun en général. La rencontre avec les hommes de médias et les partenaires de la santé a eu lieu le 31 octobre dans la salle des conférences de son département ministériel. Au cours de cette dernière, le ministre a demandé à ses équipes de redoubler d'ardeur au travail afin que l'épidémie soit dans un premier temps contenue dans les zones les plus touchées avant d'être éradiquée. Pour cela, il a mobilisé tous les maillons de la chaîne afin



qu'elles repensent la réplique en faisant de nouvelles propositions. «Dans la région du Nord, il y a une nette amélioration parce que le nombre de décès a diminué, mais nous constatons qu'il y a de nouveaux cas. Il faut que nous allions au cran pour les débusquer. Surtout, ne négliger aucune solution afin qu'on puisse arrêter la chaîne de transmission.» confie Dr Emmanuel Douba Epéé, responsable

à l'Organisation mondiale de la santé (Oms).

Soutien. Pour le personnel de santé, la prévention reste la meilleure arme pour vaincre l'épidémie de choléra, qui multiplie des morts dans la région du Nord et éviter qu'elle se propage dans d'autres régions. L'ambassadeur d'Israël, Ran Gidor a d'ailleurs offert 10 unités de purification d'eau au Minsante le 18

septembre pour le soutenir. La décision de faire don de ces machines a été prise à la lumière de l'ampleur de l'épidémie et des pénuries d'eau potable affectant de nombreuses communautés à travers le pays. Ces unités de purification ont une capacité de traitement de 8 litres d'eau par minute, avec une durée de vie de trois années. Chacune d'elles s'auto nettoie et n'a pas besoin d'énergie électrique pour fonctionner. L'ambassadeur d'Israël a souhaité que le matériel soit mis à la disposition des populations des régions frappées par le choléra parce que ce sont elles qui en ont le plus besoin. De son côté, Mama Fouda, a rassuré que les machines seront déposées dans les aires de santé logées dans la région du Nord. Il a par ailleurs déclaré que des discussions sont en cours avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), Oms, Médecins sans frontière (Msf), qui devraient permettre à son pays de bénéficier de 40 autres machines de purification d'eau. Pour la mise en place et la préservation du don, son ministère a annoncé la formation d'un personnel avec l'aide du ministère de l'Eau et de l'Énergie (Minee).



LICENCES ET MASTERS DÉLOCALISÉS À L'IFTIC-SUP

MASTER DE L'ENAP DU QUEBEC (CANADA)

Master en Administration Publique de l'Ecole Nationale d'Administration Publique du Quebec (Canada)

Date limite de dépôt de dossiers : Jeudi 20 Septembre 2018 à 12h
 Début des cours : Novembre 2018 à Yaoundé
 Durée : 27 mois (Master Cadre) et 24 mois (Master Professionnel)
 Diplôme exigé : (Bac + 3 ou plus)
 Nombre de places : Master pour cadres (Travailleurs) : 30 Places
 Master pour professionnels (étudiants) : 30 Places
 Pays concernés : Cameroun ; Gabon ; Tchad ; Guinée Equatoriale ; RDC ; RCA

Bureau Information Enap/Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco)
 Tél. : +237 657 517 519 / 677 924 889 Site Web : www.cameroun.enap.ca ou
<http://www.international.enap.ca/International/8544-Cameroun.enap>
 Téléphone ENAP Canada : +1418641-3000, poste 6466

MASTER FRANÇAIS DE L'UNIVERSITE DE BOURGOGNE (ESIREM) PROGRAMME ADAPTÉ AUX TRAVAILLEURS

Master Informatique, spécialité : « Sécurité des Systèmes Numériques »

Date limite de dépôt de dossiers : Jeudi 20 Septembre 2018 à 12h
 Publication des candidats admis par l'Université de Bourgogne (France) : 28/09/2018
 Diplôme exigé (au moins Bac + 3 en informatique ou en Télécom)
 Lieux de dépôt de dossiers : Siège IAI-Cameroun ou Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco)
 Heures de cours adaptées aux travailleurs. Les cours auront lieu du mardi au vendredi de 16h30 à 20h30 et le samedi de 8h00 à 14h00. Le lundi sera journée libre.

Bureau Information Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco)
 Tél. : +237 657 517 519 / 677 924 889

A L'ATTENTION DES NOUVEAUX BACHELIERS

LICENCES PROFESSIONNELLES

Filière Génie Electrique (Bac Scientifique)
 Diplôme de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique (ENSP)

Specialités :

- * Télécommunications et réseaux
- * Management des Systèmes d'information

Filière de Gestion (Tous Bac confondus)
 Diplôme de l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales (ESSEC)

Specialités :

- * Finances et comptabilité
- * Gestion des ressources humaines
- * Marketing digital et communication



Date limite de dépôts des dossiers : 28 Septembre 2018 à 12H

Date du concours : 29 Septembre 2018 à 7H30

Lieux de dépôt de dossiers :

Agence Elig Essono (près Immeuble Jaco) | Siège IFTIC-SUP (après le Collège Père Monti)
 Tél. : +237 657 517 519 / 677 924 889 | Tél. : +237 243 01 32 33 / 699 663 395 / 677 924 889

IFTIC-SUP

B.P. 33 384 Yaoundé, Awaé-escalier avant le Collège Père Monti

Tél. : +237 243 01 32 33 / 699 663 395 / 677 924 889 /

677 744 291 / 690 723 436

Agence d'Elig Essono après Imb. Jaco : Tél. : +237 657 517 519

Site web : www.iftic-sup.net e-mail : contact@iftic-sup.net



LYCÉE BILINGUE DE BERTOUA

7 salles de classe détruites par la pluie

C'est le bilan après l'orage qui s'est abattu sur la ville le 1er novembre. Aucune perte en vie humaine, mais d'importants dégâts matériels enregistrés.

Patrick Bomba

Le réveil matinal a été dur pour le proviseur, l'ensemble de l'équipe administrative du lycée bilingue de Bertoua, ce 1er novembre. La pluie torrentielle qui s'est abattue sur la capitale de la région du soleil levant a été sans pitié pour cet établissement scolaire. Un vent violent a détruit un bâtiment abritant sept salles de classe, emportant au passage la toiture pour la déposer un demi kilomètre plus loin, dans les résidences voisines dudit lycée. «Hier, aux environs de 18h, alors qu'il pleuvait, j'ai été surpris de voir la toiture du lycée bilingue chez moi. En atterrissant, elle a complètement détruit la face principale de ma maison. Mon congélateur et mon écran plasma sont complètement détruits », confie Paul Ondo, victime.

Avec ce désastre, plus de 500 élèves, dont ceux de quatrième et cinquième bilingue, bilingual form 3, sixièmes 3 et 4 et la classe arabe, sont depuis lors sans salles de classe pour recevoir les cours. «Même si les dégâts matériels sont importants, nous nous réjouissons tout de même de ce que nous n'avons pas perdu de vie humaine», se réjouit le proviseur, Léonard William Nzie Ntugu. À l'annonce de la nouvelle, toute la machine administrative de la ville de Bertoua s'est mobilisée. Tour à tour, le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Bertoua, le délégué départemental des Enseignements secondaires du Lom et Djerem, le sous-préfet de l'arrondissement de Bertoua 2è, le maire de la commune de Bertoua 2e et le commissaire du 4e arrondissement sont venus prêter main forte au



proviseur sinistré. «Nous allons tout mettre en œuvre pour leur venir en aide car, non seulement il y a des dégâts au niveau du lycée bilingue, mais également chez les voisins avec la destruction de leur toiture et les murs de leurs habitations», explique le délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Bertoua, Alphonse Wouamane Mbelle. À première vue, c'est la mauvaise qualité des infrastructures qui serait à l'origine de ce désastre « ceux qui ont entamé la construction de ce bâtiment ont juste fait un travail provisoire. Ils n'ont pas respecté les normes du génie civil. Normalement en posant la ferme, elle doit être solidement attachée avec

les assises, soit de huit, soit de six. Les techniciens n'ont rien respecté de cela. La charpente était juste posée sur les murs. Quand un vent violent passe, il est normal d'avoir un résultat pareil», regrette Eric Dany Njack, technicien en bâtiment du génie civil. L'occasion a donc été donnée au délégué départemental des Enseignements secondaires du Lom et Djerem de repréciser l'importance du respect des normes de construction pendant la réalisation des projets. «C'est un exemple qui montre que dans l'avenir, il faudra respecter scrupuleusement les instructions de la haute hiérarchie pendant la réalisation des projets destinés aux élèves», affirme Dieudonné

Ntamack .

Dénonciation Une enquête menée auprès des parents d'élèves révèle que la toiture du bâtiment sinistré avait été construite au cours de l'année scolaire 2014-2015, sans le moindre respect des normes. En son temps, le proviseur Okouawe Okeng Jean avait confié ce marché à son propre frère cadet. Ce fut un travail fait à la hâte et en matériaux provisoires. Les fermes avaient été mal réalisées et la toiture mal exécutée. Certains parents indiquent que, conscient de sa salle besogne, l'ancien chef de cet établissement aujourd'hui délégué départemental des Enseignements secondaires du Haut-Nyong interdisait que ce bâtiment, vulgairement appelé «le poulailler», soit réhabilité par son successeur. «Après son départ d'ici, il avait été promu délégué départemental des Enseignements secondaires du Lom et Djerem, et avait pesé de tout son poids pour influencer le nouveau proviseur de l'époque Emmanuel Sangnera. Ce dernier n'acceptait même pas qu'un journaliste filme ce bâtiment parce qu'il craignait que le délégué départemental frappe sur ses doigts comme un enfant», lâche un enseignant visiblement frustré. Au regard de toutes ces révélations, une enquête a été ouverte. En attendant les résultats, le proviseur du lycée bilingue de Bertoua, appuyé par Mme Corine Mbida, présidente de l'association des parents d'élèves, s'attèle à remettre ledit bâtiment sur pied, pour qu'il soit opérationnel le plus tôt possible.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Bientôt une usine de production du sucre à Dimako

La société anonyme Orient Sugar and industry sortira de la terre dans les prochains mois. La convention entre cette entreprise et la commune de Dimako vient d'être paraphée en présence du préfet du département du Haut-Nyong.

P B

À en croire le projet, c'est plus de 7 000 emplois qui seront disponibles avec le démarrage de l'usine de production du sucre de Dimako, pour les fils et filles de la région de l'Est. En effet, la salle des actes de la commune de Dimako dans le département du Haut-Nyong a abrité la cérémonie de signature de la convention de partenariat entre la société Orient Sugar and industry S.A et cette collectivité territoriale décentralisée. Dans quelques mois, le projet prendra corps à Dimako. «Nous sommes pour l'instant dans la phase des études et nous avons déjà commencé à employer plusieurs des personnes qui travaillent actuellement dans nos plantations. Nous avons des plantations expérimentales pour faire l'étude des sols et former le personnel qui va commencer à travailler en qualité de leaders pour former à leur tour les employés recrutés», explique Samuel Moto Essombe, promoteur de la société.

Avec un capital de 150 milliards de Fcfa, plus de 100 000 tonnes de canne à sucre seront produites et transformées par an sur environ 10 000 hectares. En plus de la canne à sucre, Orient Sugar and industry produira et transformera les produits connexes tels que le maïs doux, le piment et le soja. «Nous voulons



diversifier nos productions afin d'augmenter nos revenus. Notre principale préoccupation concerne les trois spéculations (canne à sucre, maïs doux et soja) le piment vient en annexe. Nous avons déjà mis sur pied 5 hectares de piment bec - d'oiseau, en contre saison et cela nous a donné une très grande production», précise le directeur de la production, Fonde

Zangue. C'est depuis février 2017 que le projet Orient Sugar and industry est étudié par des experts. Pendant son exécution, le projet viendra résoudre le problème de déficit en énergie électrique qui se pose avec acuité dans la commune de Dimako. Ceci grâce à la cogénération de 16 mégawatt d'énergie électrique. En plus de cela, des usines de

transformation du maïs ; de production de l'huile de soja et du bioéthanol seront créées, au même titre que les laboratoires de pisciculture, d'analyse des sols et une école de formation en agriculture (du secondaire au supérieure) basée à Dimako. «C'est une nouvelle ère qui commence dans cette localité. C'est un projet vraiment porteur parce que non seulement, il vient employer les jeunes, mais va utiliser les terres qui appartiennent aux populations locales. Ce sera très enrichissant pour ces populations. Même au niveau de la commune, il y aura des retombées. Ce projet permettra forcément d'augmenter les recettes propres de la mairie et par conséquent les salaires des agents communaux», confie le maire de la commune de Dimako, Ebongue Onézime. En présidant la cérémonie de signature de la convention, Godlive Mboke Ntua, préfet du département du Haut-Nyong a demandé aux populations de soutenir le maire dans son engagement à faire matérialiser ce projet à Dimako, de travailler avec détermination, mais surtout de donner au Conseil municipal toute la latitude de mener à bien ce travail. Selon les prévisions, le projet Orient Sugar and industry devra démarrer en février 2019.

Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur



Institut Supérieur
des Sciences, Arts et Métiers

**INSTITUT
SUPÉRIEUR DES
SCIENCES
ARTS ET
MÉTIERES**

- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se feront uniquement par voie de concours écrits.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.

Les dossiers sont déposés dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkam
Les concours auront lieu simultanément à l'ISSAM et à l'UNIVERSITE DE DOUALA

Dates de Concours: le Samedi 25 Août 2018 et le Samedi 22 Septembre 2018



• NOS FILIERES •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /I/MINESUP/SG/DDES/ESUP/SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm